

Document

Témara, le centre de torture du Maroc

(slateafrique.com)

28 avril 2011

Le Maroc nie l'existence d'un centre de détention près de Rabat où la police secrète torture sans limite. Pourtant, témoignages et rapports d'enquête accablants se multiplient.

A l'époque de Hassan II, Témara, à quelques kilomètres au sud de Rabat, était plutôt synonyme de farniente et de douceur de vivre. Cette petite agglomération doublée d'une agréable station balnéaire a depuis radicalement changé de réputation. Au bout d'une longue et sinueuse route qui la borde, se cache, niché au fond des bois qui ceignent la capitale, un centre de détention secret qui pourrait ravir la palme de l'horreur au tristement célèbre bagne de Tazmamart, symbole des années de plomb.

Sous Mohammed VI, les services secrets marocains y perpétuent la pratique de la torture, les sévices les plus sadiques, dans des conditions de détention effroyables. Des centaines d'hommes et de femmes –aucun chiffre précis n'est connu– y sont passés, dans des cellules exigües qui ne seraient guère plus que des culs de basse-fosse.

Le bagne localisé via Google Earth

Le blogueur et juriste Ibn Kafka en a fait le sombre décryptage. Dans une vidéo utilisant la technologie satellitaire Google Earth, Mamfakinch, un Citizen media créé dans le contexte du «printemps arabe» et qui s'inspire dans sa démarche des Anonymous, en révèle la localisation exacte.

Le complexe de Témara –officiellement siège de la Direction de la sécurité du territoire (DST, rebaptisée DGST depuis 2003)–, «n'est pas seulement un simple complexe de bureaux. Il est étalé sur plusieurs hectares où sont installées des antennes satellitaires. On peut remarquer également d'autres types d'antennes et même une sorte de route à deux voies qui peut permettre l'atterrissage de petits avions, genre Cessna», commente pour sa part le site d'information Demain.

«Ce que l'on ne voit pas, par contre, c'est la prison souterraine dont les cellules servent de salles de torture, comme ont pu témoigner plusieurs hôtes, marocains et étrangers, qui y ont été "invités"», ajoute Demain.

La vidéo montre que le site de Témara n'est qu'à 2 km à vol d'oiseau de la résidence royale de Dar-Es-Salam.

Un Abou Ghraïb à la marocaine

Depuis que la chasse aux islamistes s'est intensifiée après les terribles attentats de Casablanca en 2003, des milliers de personnes –y compris des femmes et des adolescents– ont été arrêtées lors de rafles effectuées par la police dans les principales villes du pays. Certaines d'entre elles ont été enlevées par les services secrets en violation totale des procédures légales, conduites à Témara, interrogées et torturées des jours durant avant d'être soit relâchées sans suite, soit présentées à la justice pour subir des procès d'abattage.

Les islamistes ne sont pas les seuls à avoir subi les affres de ce lieu souvent comparé à la prison irakienne d'Abou Ghraïb et dont l'Etat nie toujours l'existence malgré les innombrables témoignages (vidéo sous-titrée en français) et les rapports d'enquête menés à son sujet par les ONG internationales, comme Amnesty International (PDF), et locales. A cette occasion, Amnesty International avait accumulé plus de 45 témoignages, dont 20 très détaillés, de détenus, de leurs familles, de leurs avocats et d'autres ONG marocaines, qui ont enquêté sur leurs cas.

«Des fonctionnaires conduisent la personne interpellée à bord d'une voiture banalisée (comme dans les années 70). Parfois même, les agents DST les brutalisent avant de leur bander les yeux et de les emmener vers un lieu inconnu (...). Outre les sévices que subissent les détenus, il y a surtout les menaces de viol auprès de leurs épouses et autres abus sexuels dont ils sont victimes sur place», avait rapporté l'ONG, qui exhortait le Maroc à «reconnaître les agissements de la DST et à enquêter sur les agissement des agents concernés».

«Presqu'un an avant les événements du 16 mai 2003, l'opinion publique marocaine découvre que les méthodes d'interpellation et le phénomène de la détention arbitraire qu'elle croyait quasi résolues avaient fait leur réapparition. C'est dans ce contexte que se multiplient les témoignages sur l'existence d'un centre en particulier, dirigé par la DST et situé à la périphérie de Rabat, à Témara plus précisément. Alors même que des pèlerinages symboliques sont organisés sur les lieux qui avaient servi de prisons secrètes (Tazmamart, Kalaat M'gouna, etc.) dans les décennies précédentes, cette découverte constitue un véritable choc, d'autant plus fort qu'il semble attesté que ce lieu, où la torture est pratiquée, a été très utilisé après les attentats criminels de Casablanca», avait pour sa part rapporté en 2004 la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) dans un rapport de mission accablant (PDF).

La torture «sous-traitée» au Maroc

Les victimes de Témara se répartissent en gros en quatre catégories: les islamistes de la mouvance jihadiste accusés de fomenter des actions terroristes, les détenus sahraouis indépendantistes pour irrédentisme, des activistes de la gauche radicale et un petit nombre d'individus livrés par la Central Intelligence Agency (CIA) ou le MI5 britannique dans le cadre du fameux programme américain de sous-traitance de la torture à des alliés comme le Maroc, peu soucieux de respecter les droits des prisonniers durant leurs interrogatoires.

Pour ces derniers, Témara a servi de «site noir» dans la «guerre contre la terreur» menée par les Etats-Unis sous l'administration Bush Jr et certains de ses alliés comme le Royaume-Uni. C'est-à-dire faire à Témara ce que les législations occidentales ne permettent pas en Europe ou sur le sol américain pour extirper des aveux à des «combattants d'al-Qaida» capturés en Irak, au Pakistan ou en Afghanistan.

Selon un rapport parlementaire européen chargé d'enquêter sur les vols secrets de la CIA en Europe, quelque 40 escales d'avions de la Centrale de renseignement auraient été effectuées au Maroc de 2001 à 2005.

Mohamed Binyam, un Britannique d'origine éthiopienne, suspecté de terrorisme, avait été arrêté au Pakistan en 2002 avant d'être emmené au Maroc à bord de l'un de ces avions et détenu illégalement à Témara durant dix-huit mois. Premier détenu de la prison américaine de Guantanamo à avoir été libéré par le président Barack Obama en 2009 –après quatre ans de calvaire, toutes les accusations de terrorisme à son encontre ont été abandonnées–, il raconte son «séjour» à Témara:

«J'ai vécu une expérience que je n'aurais jamais pu imaginer dans mes pires cauchemars (...). Il est toujours difficile pour moi d'imaginer que j'ai été enlevé, transporté d'un pays à un autre, et torturé de façon médiévale, tout cela étant orchestré par les Etats-Unis, avait-il déclaré à son retour au Royaume-Uni. Pour moi, le pire moment a été celui où j'ai compris au Maroc que les gens qui me torturaient recevaient des questions et des documents des renseignements britanniques.» Binyam affirme que ses tortionnaires lui ont tailladé le sexe à l'aide d'un couteau affuté.

Rabat nie, encore et toujours

Les sévices sous supervision étrangère, le recours à des «kapos» marocains entraînés pour la torture tels que les a décrits Binyam à l'association Reprieve, qui a fourni une aide juridique à de nombreux détenus de Guantanamo, tendent à confirmer que les geôliers de Témara agissent bien dans le cadre d'un système carcéral hors-la-loi assumé en secret par l'Etat marocain, avec la bénédiction de ses chaperons américain et britannique.

Malgré tout ce faisceau de preuves, Rabat, par la voix de son ministre de l'Intérieur, Taieb Cherakoui, continue de s'enfermer dans ses dénégations, alors que Mohammed VI vient de céder à la pression de la rue

en accordant sa grâce à de nombreux prisonniers politiques. Des prisonniers qui ont pour la plupart goûté aux charmes de son mouvoir de Témara.